L'aide de l'industrie suisse aux pays sous-développés

Autor(en): **Real, Fritz**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **19 (1961)**

Heft 2

PDF erstellt am: **28.03.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-135331

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

L'aide de l'industrie suisse aux pays sous-développés [1]

Fritz Real

ministre de Suisse,
directeur de la Fondation suisse d'assistance au développement technique, Zurich

Le problème de l'aide aux pays sous-développés est aujourd'hui à l'ordre du jour; c'est même une question « à la mode ».

Les pays sous-développés ont maintenant tous inscrit le progrès technique à la tête de leurs programmes nationaux. Au cours d'une mission que j'ai accomplie pendant deux mois dans le sud-est de l'Asie pour le compte de la Fondation suisse d'assistance au développement technique l'hiver dernier, il m'a été donné de constater un peu partout, lors de contacts et de pourparlers avec des personnalités tant officielles que privées, une foi très vive dans le progrès technique et la volonté de hâter la mise en valeur des régions sous-développées. C'est particulièrement le cas en Inde, dont les efforts accomplis jusqu'ici sont du reste remarquables. Dans d'autres pays également, il ne manque ni projets de constructions ni plans économiques. Même si la structure de ces pays n'a pas encore subi de transformation profonde, il est évident qu'ils sont en plein changement et que leurs coutumes comme leurs traditions ancestrales commencent à être ébranlées par cette évolution. L'indépendance politique a eu pour conséquence une prise de conscience extraordinaire du sentiment national. Au contact de la technique moderne et des conceptions matérialistes venant de l'Occident, les populations des pays sous-développés éprouvent une soif aiguë de « progrès »: elles sont fascinées par ce mot magique, clef d'une accélération de l'histoire. Ces peuples y voient en effet l'espoir de rattraper le temps perdu au cours d'une trop longue période de stagnation.

Si ces remarques visent surtout l'Asie, elles ne sont pas moins vraies pour l'Afrique où la fin du régime colonial marque le début d'une ère nouvelle[2]. Or, cette nouvelle situation risque d'augmenter la tension entre les nations « riches » et les nations «pauvres» et de rendre d'autant plus fragile la stabilité du monde occidental. La lutte des classes qui, dans les pays évolués d'Europe et d'Amérique, appartient en grande partie au passé, risque de prendre la forme d'une lutte sociale entre les nations ou même les continents, car les populations jusqu'ici immobiles d'Afrique et d'Asie ne se résigneront désormais plus à accepter le retard de leur développement comme une chose imposée par le destin. Elles ressentent leur condition comme une injustice et elles sont tentées d'en rendre responsables les puissances coloniales d'Europe auxquelles elles reprochent souvent de les avoir tenues à l'écart du progrès.

[1] Conférence donnée au Cercle d'études économiques et sociales du Haut-Léman, à Vevey, le 31 octobre 1960.

[2] *Cf. Revue économique et sociale:* «La Suisse et l'Afrique», septembre 1960.

L'Union soviétique et ses satellites s'intéressent de plus en plus aux pays sous-développés et à leur avenir. Depuis peu, la Chine aussi intervient par une propagande habile directement dans l'évolution des peuples d'Asie et d'Afrique. Se livrant à une concurrence acharnée avec l'Occident, le monde communiste offre à ces peuples des accords commerciaux avantageux, ainsi qu'une aide technique et financière de plus en plus importante. Une assistance « culturelle » à base politique fait toujours partie de cette action. Il suffit de rappeler ici la création récente en Russie d'une université destinée « à promouvoir l'amitié entre les peuples » et ouverte aux étudiants originaires des pays en cours de développement. De plus, la Russie, la Chine et leurs satellites disposent d'un atout important en soutenant inconditionnellement les aspirations nationales et nationalistes de ces pays. L'Occident, en revanche, est handicapé par son passé colonial et par les accusations d'impérialisme économique, dont il est l'objet de la part de la propagande communiste, qui opère là sur un terrain favorable.

Les peuples sous-développés, ayant pris tardivement conscience de leur retard économique, sont poussés par le désir de rattraper le temps perdu. Attirés par l'exemple de la Russie et de la Chine, ils sont tentés de recourir à des méthodes autoritaires pour parvenir rapidement à leur but.

Le grand problème de la seconde moitié du XX^{e} siècle sera de savoir si les peuples d'Asie et d'Afrique, devenus indépendants, s'aligneront sur l'Est ou sur l'Ouest. Il n'est pas nécessaire de faire un grand effort d'imagination pour concevoir les conséquences graves qu'aurait — surtout pour l'Europe — l'extension de l'influence communiste au continent africain et en Asie. L'avenir de l'Europe dépend donc largement de la possibilité d'établir une coopération utile entre l'Occident et les pays qui sont entrés dans la phase d'une industrialisation et d'un développement économique accélérés.

C'est à la lumière de cette situation qu'il faut examiner le problème de l'assistance à fournir à ces pays qui doivent faire face à des difficultés très grandes. Il ne suffit pas de reconnaître leurs besoins, il faut encore leur prêter une aide efficace pendant une période prolongée. Du fait de la compétition qui s'est engagée entre l'Est et l'Ouest dans ce domaine, la question même de l'aide technique a connu ces derniers temps une notoriété exceptionnelle. Elle contribuera sans doute à une intensification des efforts.

D'autre part, à cause même de cette compétition, toute l'affaire a pris maintenant un aspect fort politique. Il existe ainsi le danger que des actions soient entreprises hâtivement pour devancer le concurrent de l'Est, alors que toute l'œuvre demande à être soigneusement préparée et que le développement, pour être efficace et organique, doit se faire progressivement en tenant compte des besoins réels et des possibilités concrètes. Souvent, cette situation politique offre aussi une invitation au chantage de la part des pays sous-développés.

Ces considérations générales ne concernent pas seulement l'Europe, mais touchent de près notre vie nationale. C'est pourquoi la Suisse, elle aussi, doit intensifier

une collaboration effective avec les pays en voie de développement. Elle doit, selon ses propres moyens, prendre sa part de l'aide économique et technique aux pays sous-développés. Grâce à sa situation de petit état neutre qui n'a jamais possédé des colonies, la Suisse dispose vis-à-vis de ces pays neufs d'un atout de grande importance: elle ne saurait être suspectée de visées « impérialistes » ou « colonialistes ». A cet avantage politique s'ajoute la haute estime que l'on accorde généralement à nos réalisations techniques et à nos activités économiques. Ce sont deux raisons qui expliquent le « good will » considérable existant dans ces pays à l'égard de la Suisse, un « good will » que nous pouvons et que nous devons consolider et renforcer. L'activité sérieuse de notre commerce et de notre industrie, surtout si elle se manifeste dans les pays sous-développés, représente en elle-même une aide précieuse pour ceux-ci. En effet, il est ainsi possible de transmettre de façon organique nos expériences dans le domaine de la production et de l'organisation.

La situation extraordinaire, telle qu'elle se présente aujourd'hui, demande cependant que cet effort commercial soit encore étendu et complété par des mesures exceptionnelles. Et l'horizon s'ouvre largement à une assistance de ce genre. Pensons seulement à l'aide dans les domaines de l'agriculture, de la santé publique et de l'éducation. Domaines où les initiatives toujours plus importantes de la Confédération pourraient être complétées utilement par notre économie privée. Elle a devant elle de nombreuses possibilités d'action directe, en particulier dans l'organisation d'une aide pratique pour la formation professionnelle des cadres et des spécialistes dans diverses branches et activités de la vie économique. Il s'agit là d'un domaine où une participation plus grande à l'aide économique pourrait être entreprise de la part de notre pays.

De nombreuses expériences ont montré qu'outre les investissements, l'établissement d'usines, la construction de barrages, de canaux, etc., et parallèlement aux conseils techniques, la formation de cadres indigènes et de main-d'œuvre qualifiée joue un rôle capital pour la réalisation d'un plan de développement. En effet, la transmission du « know-how » technique est la pierre de touche du développement moderne dans les pays sous-développés. Sans des cadres professionnels qualifiés, le fonctionnement des meilleures installations n'est pas assuré. En Inde, de hauts fonctionnaires m'ont parlé de leurs soucis de voir combien de millions sont perdus chaque année dans l'industrie comme dans les entreprises de l'Etat rien que dans l'utilisation des instruments et de l'outillage parce que les ouvriers ne savent ni les entretenir ni les réparer.

Au cœur d'une assistance technique, il y a donc l'aide à la formation professionnelle. Pour réaliser un tel projet — une forme de collaboration qui conviendrait d'ailleurs parfaitement à notre pays — il y a essentiellement deux moyens: ou bien, organiser la transmission du savoir-faire technique et la formation professionnelle dans les pays sous-développés eux-mêmes (il s'agit d'une aide dans le pays même rendue possible par l'envoi de spécialistes et par l'établissement de centres de formation dans ces régions); ou bien, prendre en charge des ressortissants de ces pays qui seraient envoyés en Suisse pour leur formation.

On discute beaucoup pour savoir laquelle de ces deux solutions est la bonne. Parfois on affirme que des ressortissants de pays sous-développés auraient été, lors de leur formation professionnelle dans un pays européen, si bien coupés de leur milieu originaire et de leurs conceptions culturelles et religieuses qu'ils ont été souvent incapables, après leur retour au pays natal, de s'incorporer dans leur ancien milieu. Ils ne purent donc utiliser la formation qu'ils avaient reçue. D'un autre côté, on souligne qu'une véritable formation comprend la connaissance et l'expérience de la vie même des entreprises occidentales, de leur exploitation et de leurs conditions de travail (climat de travail). Une vision d'ensemble et cohérente des interférences d'une économie en pleine activité ne peut être en effet transmise que dans le pays qui propose une aide technique. Ne serait-il pas heureux en outre, d'un point de vue politique tout général, que ces ressortissants de pays sous-développés puissent prendre contact avec nos institutions démocratiques, notre ordre social libéral et reconnaître les valeurs occidentales qui inspirent notre civilisation ?

Comme toujours quand on oppose de façon si sommaire deux opinions extrêmes, la vérité surgira entre deux. Tout d'abord, lorsqu'il n'est pas nécessaire d'envisager une formation universitaire ou une formation spécialisée, lorsqu'il s'agit donc d'une formation professionnelle de base, l'aide accordée dans le pays même est certainement préférable. Les raisons qui justifient cette affirmation sont nombreuses et convaincantes.

Avant tout, on ne doit pas négliger le danger d'un déracinement, surtout chez les jeunes gens que l'on arrache à leur milieu familier et que l'on place brusquement dans un Etat industriel occidental. Ensuite, il faut penser à une formation systématique. Or, il convient de ne pas oublier que la première instruction générale, instruction de base, manque en général aux jeunes ressortissants des pays en voie de développement qui seraient aptes à acquérir chez nous une formation utile. Enfin, dans beaucoup de ces pays, nous ne devons pas sous-estimer l'étendue du besoin en main-d'œuvre qualifiée qui est telle que le problème ne peut être pratiquement résolu que par l'établissement de centres de formation dans ces pays-mêmes.

Avant de préférer un mode de formation à l'autre, de choisir la formation dans le pays même à la formation en Europe, il faut encore relever le fait suivant: les conditions de travail dans un état industriel occidental sont pour les ressortissants des pays sous-développés si avantageuses lorsqu'ils les comparent aux possibilités de leurs propres pays que souvent ils préfèrent travailler en Europe plutôt que de retrouver les conditions de vie de leur pays d'origine. Comme ce sont surtout les meilleurs qui restent en Occident, ils sont une perte pour leur patrie. Car ce sont justement ceux-là qui font cruellement défaut à tous ces pays. On sait que de nombreux spécialistes africains, indiens, et d'autres pays encore, qu'ils soient médecins, ingénieurs ou techniciens et qui ont été formés à l'étranger, travaillent et pratiquent actuellement en Europe et en Amérique, alors que leur patrie manque de cadres qualifiés. Le Cameroun en est un exemple classique. Le gouvernement français a offert, au cours des dernières années, des bourses à environ trois mille étudiants, pour une grande partie étudiants en médecine. Actuellement, ce pays ne dispose que de deux médecins, tous deux travaillant d'ailleurs au Ministère de la santé. Presque tous les autres

sont restés en France. Des experts des problèmes africains constatent aussi que les médecins indigènes qui ont été formés dans des universités et des hôpitaux européens et qui sont retournés dans leur pays ne sont pas du tout disposés à quitter les grands centres urbains pour la brousse où pourtant leur présence serait indispensable pour combattre la malaria et les autres maladies contagieuses tropicales. On ne rencontre dans la brousse que des médecins et des infirmiers blancs qui appartiennent surtout aux missions.

Malgré les difficultés dont j'ai parlé en rapport avec l'accueil des jeunes indigènes dans les pays très évolués, on ne devrait cependant pas écarter complètement la possibilité d'une formation en Europe et son utilité. Même en Suisse, nous devons nous attendre à recevoir toujours davantage d'étudiants et de stagiaires des pays sous-développés pour qu'ils puissent se former, que ce soit dans les universités, dans des instituts spécialisés ou dans l'industrie. Un point essentiel est le choix de ces jeunes gens. Il faut veiller que des jeunes gens sérieux et capables aient une chance de bénéficier de cet avantage et non quelques privilégiés de certains milieux favorisés.

L'avantage d'une formation dans un pays occidental est surtout d'ordre psychologique: ces hommes doivent affronter une civilisation et une manière de vivre qui leur sont totalement étrangères. La nécessité de s'accommoder de notre mode de travail leur apporte une connaissance directe de notre conception du travail: ils peuvent apprendre l'organisation systématique grâce à laquelle nous pouvons trouver les solutions de nombreux problèmes; la précision qui est à la base de notre activité économique et industrielle; les méthodes de travail et la ponctualité à laquelle nous nous soumettons tous. Mais ils n'apprendront pas seulement des procédés techniques et des tours de mains, ils connaîtront aussi une nouvelle structure sociale, une forme toute nouvelle d'organisation efficiente et de nouvelles méthodes de travail. S'ils ont la maturité suffisante, ils peuvent découvrir la complexité et l'interdépendance des facteurs de l'évolution technique d'un Etat industrialisé moderne. Et, enfin, il ne faut pas négliger que, pour nous, la rencontre de ces hommes nous conduira à mieux connaître les représentants de ces nouveaux pays et les aspirations de leurs peuples. C'est là un facteur humain important.

Et maintenant un mot sur les efforts que notre industrie entreprend dans le cadre de l'assistance technique aux pays en voie de développement. Je parlerai avant tout de la « Fondation suisse d'assistance au développement technique », une institution privée créée en 1959. Elle fut fondée par l'initiative des milieux intellectuels et économiques suisses, convaincus du rôle éminent que peut et doit jouer l'économie privée dans ce domaine. Le « Vorort » de l'Union suisse du commerce et de l'industrie lui a apporté son soutien. M. Ernest Wetter, ancien conseiller fédéral, en fut le fondateur et c'est M. Hans Schindler, administrateur-délégué des Ateliers de construction d'Œrlikon qui a été nommé président. La direction de la Fondation est assurée par un conseil au sein duquel sont largement représentés tous les milieux intéressés, soit aussi bien l'économie que la science et la politique. C'est ainsi que sont représentés l'industrie métallurgique et de la construction de machines, les denrées alimentaires, l'industrie chimique, l'horlogerie, l'industrie

textile, les banques et les assurances, les grandes organisations syndicales, les universités et les partis politiques. Un comité exécutif est chargé des affaires courantes de la Fondation. Le budget de celle-ci est alimenté par des contributions régulières de l'économie privée, notamment de l'industrie. La Confédération est disposée à collaborer avec la Fondation dans le cadre de l'activité qu'elle déploie dans l'assistance aux pays sous-développés.

Pour commencer, la Fondation se propose de créer des centres de formation professionnelle dans certaines régions sélectionnées pour ce but. Ces centres suisses seront établis en collaboration étroite avec les pays bénéficiaires; ceux-ci seront en effet appelés à contribuer aux charges par des prestations substantielles. L'action suisse ne prendra donc pas l'aspect d'un simple don. Le choix des branches enseignées sera fait dans chaque cas en conformité des besoins du pays. Ces centres projetés seront en quelque sorte des ambassades du « good will » de la Suisse à l'égard des pays qui s'ouvrent au progrès technique. Cette œuvre, entreprise par l'économie privée, est en même temps un témoignage de l'esprit libéral qui anime notre pays.

Le premier projet que la Fondation a pris en charge prévoit l'établissement d'un centre de formation pour l'enseignement de la mécanique de précision en Inde. Au cours des nombreux entretiens que j'ai eus lors de mon voyage d'informations en Inde avec des représentants de l'industrie, des fonctionnaires du gouvernement et des experts de la formation professionnelle, il est apparu que l'Inde manquait surtout de spécialistes et d'ouvriers qualifiés dans le domaine de la mécanique de précision et des machines-outils. Comme la Suisse est renommée pour être le pays par excellence de l'industrie de précision, l'Inde a demandé surtout une collaboration et une assistance dans la formation des mécaniciens de précision pour les instruments et les appareils industriels. La Fondation a accepté cette proposition.

Ce centre sera créé en collaboration avec le Council of Scientific and Industrial Research indien. Ce conseil est une instance autonome, dans laquelle sont représentés le gouvernement, l'industrie et les universités. Il s'occupe de développer la recherche scientifique comme la formation technique en général. Pour réaliser ce projet, la Fondation suisse fournira le directeur responsable ainsi que six à sept moniteurs à sa charge. En outre, la Suisse offrira les machines ainsi que les appareils et les instruments nécessaires pour l'enseignement et le travail pratique. L'Inde met à disposition le terrain et les bâtiments nécessaires et prend également à sa charge les frais d'entretien du centre. La participation suisse pour l'équipement en machines se monte à environ 1,5 million de francs et les dépenses prévues pour les salaires du personnel suisse, lorsque le centre sera en pleine activité, représentera environ 350.000 francs par an.

La formation complète donnée dans ce centre indo-helvétique comprendra trois années de cours. Pendant la première année, on compte admettre un premier groupe de trente apprentis; pour la deuxième année, on prévoit un second groupe de trente et la troisième année, on en admettra une dernière fois une trentaine. Lorsque tout le centre fonctionnera, il y aura donc environ quatre-vingt--dix à cent apprentis. La formation entière sera orientée et basée sur la formation pratique. Car ces jeunes

Indiens doivent apprendre à penser aussi bien avec leurs mains qu'avec leur tête. On espère former ainsi des praticiens qui seraient plus tard le noyau des cadres professionnels qualifiés d'une industrie spécialisée.

Le personnel suisse du centre sera complété par un personnel indien. Le programme du centre prévoit qu'un certain nombre d'Indiens qualifiés viendront en Suisse pour se perfectionner. Ils seront choisis parmi le personnel enseignant qui devra plus tard reprendre seul la direction du centre de formation. L'accord avec l'Inde spécifie que le centre d'entraînement suisse sera transféré, après une période de six à huit ans, entièrement au partenaire indien.

Les problèmes techniques du projet sont traités par un comité d'experts représentant plusieurs entreprises suisses de l'industrie des instruments. Quelques-unes de ces maisons soutiennent encore ce projet à titre individuel en mettant à disposition de la Fondation un contremaître ou moniteur [1].

La réussite du projet indien dépendra avant tout du choix du personnel suisse propre à mener à bien cette tâche difficile. Ce choix est particulièrement délicat pour le directeur qui devra prendre et assumer la responsabilité de l'entreprise. Nous attendons en général des experts suisses de bonnes connaissances linguistiques, d'excellentes connaissances techniques, une santé physique et psychique parfaite, une capacité d'adaptation à la situation locale et surtout des qualités de caractère irréprochables. Je ne trahirai aucun secret en affirmant que dans la conjoncture actuelle, il n'est pas facile de trouver des experts avec toutes ces qualités qui accepteraient de faire un séjour de plusieurs années au-delà des mers. La question du personnel est actuellement le problème crucial que la Fondation doit résoudre pour le projet indien.

Outre ce projet en Inde, la Fondation a, au cours de cet été, entrepris des sondages dans l'ouest africain, en particulier à la Nigéria et au Dahomey, en vue d'une action en Afrique.

A la Nigéria, qui vient d'accéder à l'indépendance politique, des initiatives importantes ont déjà été réalisées pendant les dix dernières années d'administration coloniale anglaise dans le domaine de la formation professionnelle. Les Anglais ont établi plusieurs écoles techniques, mais ce pays, surtout dans sa partie méridionale, développe son économie rapidement de sorte que les besoins en main-d'œuvre qualifiée et en cadres augmentent chaque jour. Pour une première tentative, la Fondation désire envoyer un ou deux professeurs suisses à l'Institut technique Yaba à Lagos, la capitale de la Nigéria: l'un enseignerait l'électrotechnique, l'autre la construction de machines. Ce sont deux disciplines qui souffrent actuellement le plus du manque de personnel qualifié, comme nous l'ont affirmé de façon unanime tous les responsables que nous y avons rencontrés. La Nigéria est prête à participer aux charges de ces deux chaires. A côté de leur tâche d'enseignement proprement dite,

[1] L'endroit où se fixera le centre sera définitivement choisi quand le futur directeur suisse aura étudié sur place la situation en Inde. Nos partenaires indiens ont déjà suggéré comme villes susceptibles d'être choisies: Dera Dun, Madras, Lucknow, Delhi et Poona.

ces deux Suisses devraient étudier la possibilité de créer un atelier d'apprentissage qui est prévu pour une étape ultérieure. La Fondation cherche actuellement ces spécialistes qualifiés. Ce n'est pas simple du tout. Nous savons tous que les écoles techniques suisses ont elles-mêmes de la peine à recruter le personnel enseignant indispensable.

La Nigéria est un immense pays aux aspects multiples, aussi bien linguistiques, raciaux que climatériques. La région la moins développée est le nord. La Fondation est en contact avec des autorités de cette région qui cherchent un artisan pour une nouvelle école agricole. Cette école devrait devenir une école-pilote dont le succès entraînerait la création d'autres écoles semblables. Le maître agromécaniste suisse aurait pour tâche d'initier les jeunes agriculteurs aux éléments de base du travail sur le bois et sur les métaux pour poser les fondements d'une future mécanisation de l'agriculture. C'est là une belle tâche bien que fort délicate. Ce Suisse aurait à vivre dans un milieu totalement étranger et c'est pourquoi on insiste sur ses capacités d'adaptation et d'intégration qui influeront surtout sur son travail. La Fondation a, en principe, décidé de fournir un moniteur pour cette formation pratique.

Un projet analogue est prévu pour le petit Etat du Dahomey, le voisin occidental de la Nigéria. Le secrétaire de la Fondation, en arrivant le 1er août dans la capitale, Porto-Novo, a pu vivre le jour de l'indépendance du Dahomey. Les Dahoméens parlent à côté de leur propre langue le français et passent pour être « les intellectuels de l'Afrique ». L'économie du pays repose sur l'agriculture et la pêche ainsi que sur les branches économiques qui en dépendent. Mais ce pays n'est vraiment pas un jardin. Pour comprendre les difficultés qu'affronte tout plan de développement, un seul fait climatique suffira. La partie nord du pays connaît deux saisons: celle de la sécheresse et celle des pluies; pendant la saison sèche, qui dure quatre à cinq mois, pas une goutte d'eau ne tombe, le soleil brûle littéralement le sol. A ce dur climat correspond le rythme de vie de ses habitants. Eux aussi vivent enfouis dans les traditions millénaires qui ne seront modifiées que très lentement, si l'on veut s'en tenir à des méthodes non totalitaires.

Un exemple en dira plus que de longues explications: au nord de Parakou, la gare terminus du chemin de fer de l'intérieur, les agronomes français ont édifié une grande station expérimentale agricole. Pour étendre son activité, ils ont créé, il y a quelques années, dix fermes, que l'on pourrait qualifier de « fermes-pilotes », où l'on plaça des paysans indigènes judicieusement choisis et initiés aux nouvelles méthodes de travail. L'essai marcha fort bien au début et eut même beaucoup de succès tant que ces gens restaient sous l'influence directe de la station et étaient soigneusement contrôlés. Mais ce succès initial fut suivi d'un échec total: aujourd'hui ces paysans ont repris entièrement leur ancien style de vie. Le milieu traditionnel indigène les a complètement absorbés. Les bœufs, qui avaient été donnés pour cultiver les champs, ont disparu, mangés ou vendus. Les charrues se trouvent, rouillées, sur des tas d'ordures et les paysans les ont remplacées par la simple houe ancestrale. Le rendement du travail agricole est retombé au niveau du seul minimum vital.

C'est un exemple décourageant et décevant, et cependant il ne doit pas nous enlever tout courage. La tâche de produire plus et de façon plus intensive reste urgente pour ces gens du nord du Dahomey, où est toujours présent le danger d'une famine.

La Fondation étudie un projet d'aide par des artisans agricoles en collaboration avec une ferme-école d'agriculture du sud du pays. Cette école est privée et a été créée par une initiative indigène. La Fondation a aussi pris contact avec l'Union suisse des coopératives de consommation (USC) qui projette d'organiser des coopératives au Dahomey, projet qu'elle entend mettre à exécution. Une action agricole et technique au Dahomey doit tenir compte des expériences déjà faites et des études des conditions tropicales. C'est pourquoi la Fondation est très heureuse de pouvoir compter sur la collaboration d'organisations compétentes, entre autres de l'Institut tropical suisse, de l'Union suisse des paysans et de l'entreprise Nestlé.

Les détails de ces projets ne doivent cependant pas nous masquer le but final de l'assistance technique. Et pour terminer, permettez-moi d'insister sur ce point: l'assistance technique est une assistance de base. Telle que nous la concevons, son but consiste à offrir au pays assisté des moyens qui lui permettront de s'aider lui-même, de prendre lui-même en charge son destin.

L'assistance technique est une épreuve sévère pour le pays appelé à fournir cette assistance. C'est pourquoi nous ne devons jamais surestimer l'aspect proprement technique de l'assistance. Les relations entre le monde occidental et les pays en voie de développement seront influencées largement par des problèmes humains, par le côté humain de l'assistance, c'est-à-dire par la manière de donner, la façon d'aborder les hommes des pays assistés et aussi par notre capacité de gagner la confiance des peuples sous-développés, de leur communiquer les valeurs humaines, morales et sociales qui constituent la vraie richesse de l'Occident.

Rien ne serait plus illusoire que de croire qu'il est facile de transmettre nos connaissances et nos notions aux pays appelés à bénéficier de l'aide technique de l'Occident. Il appartient à ces pays de fournir eux-mêmes l'effort indispensable et de persévérer dans cet effort pour assimiler le « know-how », des pays évolués. Nous ne pouvons que démontrer nos solutions, et pour le reste, il faut laisser ces populations rechercher les voies et moyens à leur portée, opérer une synthèse entre leurs anciennes traditions et leurs aspirations vers une civilisation moderne. Nous pouvons les aider dans cet effort, mais nous ne pouvons pas, et nous ne devons pas, nous substituer à eux dans cette grande tâche.